

Communiqué de presse
Pour publication immédiate

Entente Canada-Québec en itinérance **Les organismes en appellent au respect de l'approche globale**

Montréal, 13 août 2019 - À la veille de la signature d'une entente qui déterminera l'orientation des fonds fédéraux en itinérance jusqu'en 2029, le Réseau SOLIDARITÉ itinérance du Québec (RSIQ) et le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) ont manifesté de grandes inquiétudes. Alors que de nombreuses ressources d'hébergement vivent constamment des épisodes de débordement, ils craignent que les balises de cette entente, qui orientera l'affectation du nouveau programme *Vers un chez-soi*, établissent des objectifs et des moyens qui iront à l'encontre de l'expertise et des savoir-faire développés au Québec.

Les regroupements de lutte à l'itinérance demandent que cette entente respecte l'autonomie des organismes et prévoie le soutien aux différentes actions de prévention et de réduction du phénomène. L'Assemblée nationale a été unanime en juin à demander en ce sens que les fonds fédéraux de *Vers un chez-soi* servent à soutenir les différentes actions prévues dans la *Politique nationale de lutte à l'itinérance*, adoptée au Québec en 2014.

Bien que la ministre Danielle McCann ait clairement exprimé la posture du gouvernement québécois en faveur d'une lutte globale contre l'itinérance, le contenu final de l'Entente Canada-Québec demeure inconnu. Ce sont surtout les objectifs fédéraux qui soulèvent des inquiétudes pour cette entente, dont la signature est attendue avant le déclenchement des élections.

Des orientations qui ciblent mal

Le gouvernement canadien a annoncé des fonds de 2,2 milliards \$ étalés sur 10 ans pour *Vers un chez-soi*, dont plus de 30 millions \$ par an sont alloués au Québec. Depuis 20 ans, les programmes fédéraux en itinérance ont toujours permis de soutenir une diversité d'actions essentielles pour prévenir et réduire l'itinérance. Avec son nouveau programme, le gouvernement annonce un virage.

Ottawa vise à réduire l'itinérance chronique de moitié au Canada en 10 ans. Or, cela met l'accent sur la pointe visible de l'iceberg au lieu d'agir sur le problème dans sa globalité. En ne ciblant que l'itinérance chronique, le programme fédéral ne pourra pas atteindre son objectif, soutiennent les regroupements de lutte à l'itinérance. La prévention est une clé dans la lutte à l'itinérance. Même si elle est difficilement chiffrable, elle est essentielle pour réduire le phénomène.

« Pour que moins de personnes ne soient à la rue, il faut aider à agir sur toutes les réalités de l'itinérance et encore plus la prévenir. Éviter la rue et en sortir n'est pas que le titre de

la Politique adoptée au Québec, c'est une stratégie clé que doit soutenir le financement fédéral », a souligné Laury Bacro, coordonnatrice du RSIQ.

L'itinérance se déploie en de multiples parcours et visages et la contrer demande tout autant de réponses. Elle se vit souvent de manière cachée, particulièrement pour les femmes, mais n'en demeure pas moins réelle. Pour le RSIQ et le RAPSIM, il est important de soutenir les ressources qui apportent de l'aide aux personnes qui vivent cette situation, même si elles n'entrent pas dans la catégorie de l'itinérance chronique.

Une planification communautaire essentielle

La force des programmes fédéraux en itinérance a toujours été de laisser les régions se doter d'un plan communautaire qui cerne les besoins, établit les objectifs et priorités et recommande le financement. Le plan communautaire a favorisé le déploiement d'une variété d'interventions qui répondent aux besoins des collectivités.

Ces pratiques de concertation sont maintenant menacées par l'implantation de l'accès coordonné, une autre grande orientation fédérale. L'accès coordonné vise la mise en place d'un système informatique centralisé de recueil de données, ciblant exclusivement les personnes en situation d'itinérance. Des centaines de groupes ont déjà manifesté leur opposition à ce système qui pourrait, s'il venait à être implanté, entraver des actions déjà à l'œuvre.

« La planification communautaire régionale a fait la force de cette aide fédérale. Ainsi, à Montréal, on a pu soutenir différentes formes d'intervention, de l'hébergement, l'amélioration des locaux des organismes et le financement de nouveaux logements sociaux pour sans-abri. Cela doit demeurer ! », a martelé Pierre Gaudreau, directeur du RAPSIM.

La conférence de presse se tenait rue Sainte-Catherine Est, dans Hochelaga, où l'Avenue hébergement communautaire a transformé des immeubles délabrés en logements sociaux pour jeunes en difficulté. Les fonds fédéraux en itinérance ont contribué à ce projet, de même qu'au développement à Montréal de plus de 1500 logements par différents organismes depuis 20 ans.

Le RSIQ est composé de 14 tables de concertations régionales en itinérance et totalise plus de 300 organismes, à travers le Québec.

Le RAPSIM est la concertation membre du RSIQ à Montréal, où il compte 110 organismes membres.

-30-

Source et information :

Laury Bacro, coordonnatrice du RSIQ 514 861-0202, cell 514 662-4733 rsiq.net

Pierre Gaudreau, directeur du RAPSIM et administrateur du RSIQ 514 879-1949, cell 514 603-1949 www.rapsim.org